Des ajustements différenciés

Comparaison des femmes marocaines immigrées aux Pays-Bas et en
France

Hakima Mounir

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2544>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2544

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2013

Pagination : 17-25

ISBN : 978-2-919040-23-0

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Hakima Mounir, « Des ajustements différenciés », *Hommes & migrations* [En ligne], 1303 | 2013, mis en
ligne le 31 décembre 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2544> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2544

DES AJUSTEMENTS DIFFÉRENCIÉS

COMPARAISON DES FEMMES MAROCAINES IMMIGRÉES AUX PAYS-BAS ET EN FRANCE

par **HAKIMA MOUNIR**, *maître de conférences en sociologie,
université Paris-Est Créteil (Upec)*

Préserver les traditions de leur pays d'origine constitue une gageure pour les femmes marocaines en situation migratoire. Une étude comparative entre la France et les Pays-Bas montre combien l'identité des migrants marocains se construit en étroite négociation avec les dispositifs sociaux et politiques dominants dans leur société d'accueil. Que celle-ci opte pour le respect des différences culturelles, comme aux Pays-Bas, ou pour une laïcité sans partage, comme en France, il s'agit pour les migrants d'une adaptation par compromis.

La transmission des traditions du pays d'origine en contexte migratoire

Depuis une quinzaine d'années, nous cherchons à comprendre dans quelle mesure les "contextes" différents de l'immigration de femmes marocaines en Europe peuvent avoir une influence sur l'évolution, la transformation ou le maintien et la reproduction des traditions héritées par ces femmes de leur pays d'origine. Ayant étudié cette question pour ce qui est de la France, il nous a semblé intéressant de faire une comparaison avec un pays "non latin", et l'opportunité s'est présentée d'effectuer ce travail aux Pays-Bas¹. Ce pays présente du point de vue de notre problématique deux

différences fortes par rapport à la France : il s'agit d'une monarchie constitutionnelle qui n'est pas réellement laïcisée (les religions y jouent encore un rôle politique officiellement reconnu), et la population marocaine immigrée y vient très majoritairement d'une région spécifique du Maroc, le Rif. Cela introduit d'emblée une forme de "biais" dans notre recherche, puisqu'on peut se demander si les différences relativement marquées que nous avons pu constater dans les populations d'origine marocaine des deux pays ne s'expliquent pas avant tout par les différences d'origine de ces

1. Rapport de recherche réalisé entre 2010 et 2012 pour une association marocaine. Pour cette étude comparative, nous nous sommes basées sur les résultats de nos propres études antérieures, sur une enquête dans plusieurs villes des Pays-Bas, et une enquête complémentaire en région parisienne. Nous avons ainsi interviewé 25 femmes et hommes tantôt séparément, tantôt ensemble aux Pays-Bas, et un nombre équivalent en France. Nous avons dans notre échantillon à la fois des couples mariés depuis longtemps, des couples recomposés, des hommes seuls, des femmes seules, soit par divorce soit par veuvage.

deux populations. Les résultats de notre recherche laissent entendre que l'organisation politique et administrative, mais aussi les cultures nationales et locales, les traditions et les habitudes différentes des deux pays d'accueil concernant le statut de la femme, constituent des facteurs d'explication décisifs pour le maintien d'une forme "d'entre-soi" aux Pays-Bas et des évolutions plus "mixtes" dans le cas de la France.

Données générales de la comparaison France-Pays-Bas

Pour mieux situer les deux contextes d'études, nous exposons quelques éléments de comparaison entre l'histoire de l'immigration aux Pays-Bas et celle en France. Cette histoire est inséparable de celle, souvent très ancienne, des religions, de la colonisation et, plus récemment, du statut de la femme. En matière de religions, les Pays-Bas se sont construits une tradition dite de "tolérance" depuis le XVI^e et surtout le XVII^e siècle, accueillant de nombreux

étrangers fuyant leur pays d'origine pour des raisons de persécutions religieuses. Les conséquences en sont aujourd'hui paradoxales : d'un côté, cette tolérance explique un certain respect des différences culturelles et religieuses mais, de l'autre, cela va de pair avec la création de séparations qui aboutissent dans certaines villes à des formes de ghetto². Cela se voit

La communauté marocaine ne représente aux Pays-Bas qu'une minorité de l'immigration, les Turcs étant les plus nombreux. Cette communauté s'est construite après l'indépendance du Maroc, elle est donc relativement récente et a été "négociée" entre l'État néerlandais et la monarchie marocaine.

aussi dans le système scolaire où l'opposition école publique/école privée n'est pas marquée comme en France par la différence école laïque/école religieuse. Différents systèmes éducatifs coexistent, on peut ainsi parler d'"écoles de quartier" mais

aussi d'"écoles pour riches et d'autres pour pauvres", payantes ou non payantes. La manière pacifique dont s'est faite la transition de l'Ancien Régime à la modernité, de la monarchie au capitalisme, explique que l'État néerlandais n'est pas réellement laïcisé, que le protestantisme est la religion officielle de la royauté, que les religions jouent un rôle politique qui reste important.

Pour ce qui est de la colonisation, les Pays-Bas ont colonisé l'Indonésie, les Antilles néerlandaises et le Surinam, mais pas les pays du Maghreb. La communauté marocaine ne représente aux Pays-Bas qu'une minorité de l'immigration, les Turcs étant les plus nombreux. Cette communauté s'est construite après l'indépendance du Maroc, elle est donc relativement récente et a été "négociée" entre l'État néerlandais et la monarchie marocaine, le premier ayant besoin de main-d'œuvre pour l'industrie et les mines, la seconde ayant un certain intérêt à faire sortir une partie de la population pauvre du Rif.

L'histoire de la France se caractérise, en matière de religion notamment, par des persécutions, puis, après la Révolution de 1789 qui s'est faite d'une manière violente et radicale, par une séparation progressive de l'Église et de l'État qui aboutit en 1905 à la laïcisation de la République française et à la confiscation des biens de l'Église. Le système scolaire public va jouer un rôle très important dans la lutte contre la religion dans les esprits. Dans ce sens, le système scolaire français compte beaucoup pour "l'égalité des chances", l'égalité entre les riches et les pauvres, mais aussi entre les filles et les garçons. L'opposition école publique/école privée correspond très souvent à l'opposition école laïque/école religieuse, contrairement à ce qui se passe aux Pays-Bas. Bien que les religions et les débats sur les religions aient fait un retour en force ces dernières années sur la scène politique française, la séparation entre une sphère publique laïque et une sphère privée où chacun est libre de pratiquer la religion de son choix reste maintenue. Les manifestations religieuses sur la voie publique

². Geert De Vries, *Nederland verandert. Sociale problemen in het begin van de eenentwintigste eeuw*, [Les Pays-Bas changent. Les tendances sociales et les problèmes au début du XXI^e siècle], Amsterdam, Het Spinhuis, 2000.

de la femme aux Pays-Bas et en France. Aux Pays-Bas, la situation est également paradoxale et contrastée, car s'il existe en apparence une longue tradition d'égalité entre les hommes et les femmes, en matière d'accès à l'emploi, de salaires, de non-discrimination, les femmes néerlandaises ayant des enfants travaillent moins que leurs consœurs françaises. Il y a également moins de structures de garde pour la petite enfance en Hollande qu'en France.

Trajectoires, régions d'origine et pays d'accueil différenciés

Le premier constat qui ressort dans la comparaison entre les données d'enquête recueillies en France et aux Pays-Bas est que les politiques d'immigration différentes de ces deux pays semblent produire des formes d'"intégration" et de transformation des traditions assez contrastées. Pour le dire d'une manière tout à fait (trop) schématique : le modèle néerlandais du "respect des différences culturelles" semble surtout avoir pour effet le renforcement de formes de communautarisme très segmentées dans tous les domaines (lieu d'habitation, scolarité, contact au quotidien, etc.)³, alors qu'en France, le "modèle républicain" semble dans l'ensemble contribuer à des formes de "mélange" des populations d'origines marocaine et française. S'y ajoute un autre élément qui peut être aussi déterminant pour le maintien des traditions marocaines aux Pays-Bas : le modèle de la "femme au foyer" reste malgré tout très prégnant dans ce pays. La participation des femmes à la vie économique est la plus basse de tous les pays d'Europe, exception faite de la Grèce. Même si les femmes travaillent après leur scolarité, une fois mariées et ayant des enfants, la majorité cessent de travailler à l'extérieur du foyer. Alors qu'en France, c'est le modèle de la "femme qui

sont interdites, comme en témoignent les lois sur le voile (qui n'est pas interdit aux Pays-Bas) et les mesures prises contre la prière dans certaines rues. La colonisation française s'est principalement étendue aux pays du Maghreb, et l'immigration originaire de cette région, qu'on désigne couramment par "musulmane" ou "arabe", est la plus importante en nombre et en pourcentage. Les Marocains sont considérés le plus souvent comme des "Arabes parmi d'autres Arabes". Même si le Maroc n'a pas été colonisé de la même manière que l'Algérie, peu de gens font la différence : l'immigration la plus nombreuse vient donc, en France, de pays anciennement colonisés. La population d'origine marocaine y vient de régions diversifiées, les Rifains y étant minoritaires. Enfin, il faut ajouter à ces données celles qui concernent le statut

Jeune mariée en France © HAKIMA MOUNIR

3. Hans Mahning, "Immigration et émancipation des minorités aux Pays-Bas", in Jacqueline Costa Lascoux, Patrick Weil (dir.) *Logiques d'États et immigrations*, Paris, Éditions Kimé, 1999, p. 20.

travaille” qui domine, à la fois dans les représentations et dans les faits. Les femmes marocaines résidant en France ont tendance à copier, souvent inconsciemment, ce modèle. Sur la base de nos premiers entretiens (soulignons que notre expérience est beaucoup plus ancienne en France qu’aux

On trouve en France plus de mariages mixtes, une plus forte intégration des enfants et familles d’origine immigrée, des écoles “mixtes” dans lesquelles des amitiés et des relations amoureuses entre filles et garçons de différentes origines se nouent.

Pays-Bas), on peut relever certaines tendances dominantes dans les familles marocaines aux Pays-Bas (quelle qu’en soit l’origine géographique : Rif ou ailleurs). La localisation des habitats “communautaire” aboutit à une séparation spatiale des habitants d’origine marocaine dans leur

ensemble par rapport à la population dite “autochtone”. Dans les écoles, par exemple, tous les “non-autochtones” sont regroupés dans les mêmes lieux, désertés par les autochtones⁴. On assiste également à une séparation intra-marocaine dans certains quartiers à dominante marocaine : les originaires du Rif ne fréquentent pas ceux d’autres régions du Maroc.

Concernant les mariages, on peut noter le rôle important et persistant des parents dans le choix des conjoints de leurs enfants (sur la base de plusieurs entretiens, des statistiques et de l’entretien avec deux anthropologues, on peut parler de “mariage imposé” et relativement précoce). Des mariages sont apparentés, selon le modèle endogame et “clanique” local (on va chercher un mari ou une femme au village d’origine). Le mariage “local” sert de moyen pour perpétuer les traditions et l’honneur familial ; les couples expriment leur attachement aux traditions et aux “valeurs marocaines” mais, en même temps, certains regrettent que cet attachement les coupe des Néerlandais de souche. On rencontre ainsi dans différentes villes la création de “petits Maroc” en partie artificiels, dans la mesure où, de fait, toute une série de liens obligatoires (scolarité, association, admi-

nistration) brisent partiellement cet isolement. Cela pourrait expliquer qu’il y ait des tensions extrêmement fortes entre ces deux sortes d’espaces, les espaces “privés” dans lesquels se forme ce qui ressemble parfois à des ghettos, et les espaces publics comme l’école où, malgré la concentration “ethnique” et la ségrégation qu’elle implique, l’idéal de l’égalité entre les filles et les garçons, l’idéal de la réussite scolaire pour les deux, prime. Plutôt qu’une transition qui amènerait des transformations progressives dans les cultures d’origine, on aurait ici affaire à des pratiques de maintien et de reproduction des traditions d’un côté et de rupture radicale de l’autre.

À première vue, il semble que la laïcité dans les institutions scolaires en France incite moins à la ségrégation ethnique que le pluralisme religieux. On trouve en France plus de mariages mixtes, une plus forte intégration des enfants et familles d’origine immigrée, des écoles “mixtes” dans lesquelles des amitiés et des relations amoureuses entre filles et garçons de différentes origines se nouent. En France, la “mixité” continue à être un principe qui, bien que très combattu aussi, demeure un idéal fort défendu.

Entre permanence et changements

L’immigration transforme les rapports dans le couple mais aussi les rôles parentaux. Nous allons nous focaliser sur la sphère de l’autorité parentale qui comprend l’éducation des enfants, la question de la transmission des valeurs, ainsi que le rôle joué par les parents dans les alliances matrimoniales de leurs enfants.

Ce qui frappe dans les récits concernant l’éducation et la place des enfants, c’est qu’en France comme aux Pays-Bas l’enfant paraît “au centre” de la famille⁵, et que son éducation est de fait très différente de celle qu’ont reçue les parents eux-

4. Marie-Claire Cécilia, “La tolérance néerlandaise à l’épreuve de l’islam”, in *Le Monde diplomatique*, mars 2005.

5. Les couples que nous avons rencontrés ont en moyenne entre 2 et 4 enfants. Par ailleurs, une grande partie d’entre eux nous ont affirmé être originaires de familles nombreuses, comptant entre 6 et 8 enfants.

mêmes. Ces derniers ont souvent travaillé très jeunes, alors que leurs enfants vont encore à l'école à l'âge où eux-mêmes étaient déjà au travail. Ici joue "l'effet génération" : le contraste entre le fait de travailler très jeune ou de poursuivre des études vaut surtout pour la première génération, alors qu'il s'estompe pour les suivantes. Surtout aux Pays-Bas, l'enfant est considéré selon les parents interviewés comme un "roi" : *"Il a le droit à la parole, on ne doit pas lui donner de gifles : et si on ne respecte pas ce modèle, les autorités s'en mêlent"*⁶, (père de 54 ans, Pays-Bas).

"J'étais considérée comme une adulte lorsqu'il s'est agi de travailler et d'aider ma mère, et traitée comme une mineure pour avoir un droit de parole et contester des prescriptions qui étaient souvent injustes..." (institutrice, mère de 4 enfants, France).

Ce qui est commun aux parents marocains, en France et aux Pays-Bas, est la prise en charge de l'éducation des enfants par les femmes, avec toutefois de subtiles nuances. *"On s'en occupe tous les deux, on s'organise selon nos emplois du temps, on se partage les tâches relatives aux enfants depuis qu'ils sont petits..."* (père de 40 ans, informaticien, Pays-Bas).

"Il arrive qu'elle fasse un peu plus que moi, mais on est tous les deux présents pour les enfants..." (père de 42 ans, cadre, France).

En ce qui concerne la répartition des rôles dans le couple et l'autorité parentale, on peut noter que les pères de la deuxième génération assument plus ouvertement leur rôle et participent activement à l'éducation des enfants, contrairement à ceux de la première qui laissaient ce soin aux mères et qui ont connu aussi pour certains des moments de "perte d'autorité" (en cas de chômage, mais aussi parce que décalés par rapport à leurs enfants scolarisés). On constate une plus grande "proximité" entre les pères de la deuxième génération et les enfants : ils n'hésitent pas à afficher leurs sentiments, jouent

avec eux, bref sont moins "distants". Mais, paradoxalement, nous avons pu constater que ces pères "modernes" peuvent "abandonner" totalement leurs enfants en cas de divorce. Ce phénomène est plus répandu aux Pays-Bas⁷ qu'en France.

Les tâches domestiques restent très largement assumées par les femmes, malgré des discours contraires de la part de certains hommes. Mais ce constat vaut aussi pour les familles françaises ou néerlandaises "de souche".

Une socialisation très genrée

La socialisation des enfants demeure "genrée", au sens où l'on observe des différences marquées entre l'éducation des garçons et celle des filles. Les filles demeurent sous étroite surveillance, alors que les garçons bénéficient de tolérances qui ne leur sont pas accordées (sortir librement le soir, fréquenter des filles, afficher leurs amours). Là aussi les mères jouent un rôle fondamental dans la reproduction des traditions et d'une partie de la domination masculine⁸ à travers le contrôle ininterrompu et persistant du corps des filles : la façon de se tenir, de marcher, de parler, de parer, de dévoiler et de cacher le corps. Les filles sont surveillées de près par leurs mères, mais aussi par des voisines qui sont mises à contribution pour "protéger" les filles : *"nos filles"*, selon les dires de certaines femmes rencontrées aux Pays-Bas et en France. L'honneur, "le capital social" selon elles, se gagne par la protection et la bonne conduite des filles et plus largement des femmes⁹. *"À Utrecht"*¹⁰, les gens se

On constate une plus grande "proximité" entre les pères de la deuxième génération et les enfants : ils n'hésitent pas à afficher leurs sentiments, jouent avec eux, bref sont moins "distants".

6. Abdelmalek Sayad, "Les enfants illégitimes", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 25, 1979, pp. 61-81.

7. Edien Bartels, "Les abandons forcés au Maroc : les femmes abandonnées et des enfants au pays d'origine", in *Cahiers du Centre d'études des mouvements maghrébins (Cemimm)*, n° 8, "Migrations maghrébines : enjeux actuels et contentieux", 2006.

8. Pierre Bourdieu, *La Domination masculine*, Paris, Seuil, 1998. 9. Camille Lacoste-Dujardin, *Des mères contre les femmes. Maternité et patriarcat au Maghreb*, Paris, La Découverte, 1985. 10. Une ville située en plein cœur des Pays-Bas, nommée aussi

« le petit Maroc » en raison de la présence d'une forte communauté marocaine.

Tableau indiquant le choix du conjoint souhaité par les parents aux Pays-Bas et en France

Type de mariage	Pays-Bas	France
Endogame	15	2
Exogame	2	9
Décision des enfants	8	14

Source : tableau élaboré à partir des résultats des entretiens réalisés par l’auteure aux Pays-Bas et en France.

Aux Pays-Bas, la “tolérance” aboutit paradoxalement au fait que les différences culturelles sont beaucoup plus largement admises, surtout quand elles restent cantonnées dans la sphère privée.

connaissent, on vient du même village, il y a toujours un cousin dans la rue, on se regarde, on se surveille, on rapporte et on raconte ce que font les enfants des autres, et surtout les filles, on ne raconte pas ce qu'ils font de bon, mais surtout ce qu'ils font de travers. On a une grande famille ici, et on respecte l'honneur de la famille, je le dis devant les enfants” (mère au foyer, 41 ans, 4 enfants, Pays-Bas).

Ce qui renforce et perpétue ce contrôle, c’est le fait que les enfants fréquentent des écoles communautaires, tissent des liens souvent avec d’autres enfants de la même communauté, voire de la même “tribu”. La politique communautaire et multiculturelle des Pays-Bas et son label “Vivons ensemble/séparément” contribuent peu ou prou à cette situation. Dans la vie quotidienne, la mixité demeure une illusion. Cette situation se reproduit également dans d’autres espaces : l’école, l’éducation des enfants, la socialisation différenciée¹¹...

Pour les filles, la question de la virginité reste importante, malgré les modèles environnants qui contredisent cette préoccupation. On peut néanmoins remarquer certaines nuances par rapport aux traditions du pays d’origine, car les lois existantes,

les débats sur les violences faites aux femmes, certaines affaires¹² ont sensibilisé les femmes d’origine marocaine et les ont rendues conscientes des limites d’une application trop rigide des traditions. Les débats sur la “liberté et l’égalité des femmes” sont bien plus vifs en France qu’aux Pays-Bas, et on peut observer qu’une partie des mères “ferment les yeux” sur les transgressions de leurs filles.

Aux Pays-Bas, la “tolérance” aboutit paradoxalement au fait que les différences culturelles sont beaucoup plus largement admises, surtout quand elles restent cantonnées dans la sphère privée (l’excision, par exemple, n’y a été interdite que récemment)¹³. Et, plus qu’en France, les parents privilégient pour leurs filles un destin de mère au foyer, donc tentent d’arranger leur mariage, plutôt qu’un diplôme et un travail.

Le choix du conjoint ou du mariage “endogame” tribal

Aux Pays-Bas, les familles étudiées entretiennent entre elles des relations d’autant plus étroites qu’elles sont pour beaucoup parentes. Elles ont construit une sorte de communauté constituée sur la base d’un enchevêtrement parental dont le point de départ se trouve dans le milieu d’origine. Une sorte de catégorie sociale se construit, dont

11. Laure Mistral, *La Fabrique des filles*, Paris, Syros, 2010. 12. En 2002, Sohaine Benziane, 17 ans, a été brûlée vive à Vitry-sur-Seine. 13. L’excision des filles a été interdite aux Pays-Bas en 2011. Elle est punie d’une peine de douze ans de prison.

le dénominateur commun reste l'appartenance à la même collectivité (Rif) et la reconnaissance de similitudes dans le parcours familial dont le fondement n'est plus d'ordre économique, mais bien plus villageoises et rifaines. Le mariage à l'intérieur de la communauté ainsi constituée reste celui que les parents et surtout les femmes souhaitent à leurs enfants. Aussi, les relations sociales privilégiées avec les membres de la communauté ont-elles pour but de favoriser ces rencontres. Les fêtes, les mariages sont des occasions pour favoriser les rencontres des jeunes. Cette stratégie est clairement annoncée par certaines mères qui ont commencé à développer des relations sociales avec les membres de leur communauté une fois leurs enfants en âge de se marier. La construction d'un réseau matrimonial dans le quartier et dans la ville est un réel garant contre les mariages avec des étrangers que l'immigration rend non seulement probables mais quelquefois inévitables.

“Je prie Dieu que ma fille épouse un Marocain, un Rifi [originaire de la région du Rif], c'est une tradition chez nous et une protection contre les mauvaises rencontres...” (mère, 4 enfants). Ou encore cette mère qui dit laisser libre choix à ses enfants : *“C'est à eux de choisir, mais s'ils me demandent mon avis, je les*

encourage à prendre une femme ou un homme de chez nous. C'est mieux...” Elle-même a épousé un homme désigné par sa famille appartenant au même village. En ce qui concerne la France, 14 parents sur 25 pensent que le mariage des enfants relève de leur choix et 9 encouragent un mariage exogame avec des Algériens, des Tunisiens, des Égyptiens, les nationalités les plus souvent citées par les parents. Par ailleurs, ils ne s'opposent pas à des mariages avec des “Français de souche”. Mais, plus que les parents marocains des Pays-Bas, 9 parents recommandent à leurs enfants un mariage exogame. Cela s'explique en partie par le fait qu'en France, les Marocains que nous avons rencontrés proviennent des régions différentes et n'ont pas développé ce sentiment d'appartenance avant tout à une région partageant une langue commune.

Le nombre d'enfants par femme tend à s'aligner sur celui des deux pays d'accueil

Un autre indicateur important des changements dans les pratiques des femmes est le nombre d'enfants par femme, il souligne une évolution des

Tableau représentant le nombre d'enfants par femmes rencontrées aux Pays-Bas et en France

Nombre d'enfants	Pays-Bas		France	
	FF	FT	FF	FT
Pas d'enfants	0	4	0	1
1	0	1	0	3
2	0	3	3	3
3	2	2	2	3
4	3	0	1	1

FF : femmes au foyer et FT/ femmes qui travaillent.
Source : Tableau élaboré à partir des résultats des entretiens réalisés par l'auteure aux Pays-Bas et en France (échantillon étroit).

représentations de la maternité dans l'immigration et montre une nette transformation des pratiques et des mœurs liées à la reproduction. Ce nombre tend à diminuer autant chez les femmes qui ont une activité professionnelle que chez celles qui restent à la maison. L'idée d'une régulation des naissances fait son chemin. Ces éléments montrent que le modèle traditionnel (femme, mère de 6 à 8 enfants) est abandonné dans l'immigration. Ce qui s'explique par les conditions de vie aux Pays-Bas et en France : cette régulation se fait par une utilisation plus répandue des moyens contraceptifs et des suivis gynécologiques, comme l'ont déclaré une grande partie des femmes.

La natalité aux Pays-Bas n'a cessé de baisser depuis le début de ce siècle, et les années 2006-2007 ne font pas exception. Sur ces deux années, on constate une diminution de près de 7 000 naissances, ce qui porte la baisse à plus ou moins 13 % par rapport à l'année 2000. La cause principale provient du fait que les classes creuses des années 1973-1985 arrivent à l'âge de la procréation et remplacent progressivement les baby-boomers des années 1960-1970. L'évolution actuelle de la natalité y ressemble à celle de l'Allemagne qui, elle aussi et pour les mêmes raisons, subit une importante modification dans ce domaine depuis le début du XXI^e siècle.

Le Central Bureau Voor de Statistiek (CBS) a enregistré pour l'année 2007 une baisse de 4 100 naissances par rapport à l'année précédente. Le taux de fécondité est de 1,53 pour la même année.

Vers une adaptation par compromis

Cette contribution a mis en relief qu'il n'y a pas "une seule" forme d'intégration mais plusieurs, avec des distinctions non seulement entre les Pays-

Rituel de mariage marocain aux Pays-Bas
© HAKIMA MOUNIR

Bas et la France, mais au sein même de chacun des deux pays. Ce qui devrait nous amener sur un plan théorique à réviser les problématiques dominantes de l'intégration, largement insuffisantes pour pouvoir rendre compte de la réalité.

La plupart des travaux scientifiques¹⁴ qui s'intéressent à l'intégration considèrent que les traditions et les cultures politiques nationales sont des variables centrales pour en expliquer les formes. Même si des nuances existent d'un auteur à l'autre, l'idée qu'il existerait "une" culture nationale du pays d'accueil et "une" du pays d'origine y est peu ou prou présente.

Or un premier constat de notre enquête est qu'il n'y a ni culture ou politique migratoire globale en France et aux Pays-Bas, ni culture homogène du pays d'origine. À commencer par ce dernier, nous avons pu observer que la "culture tribale" et souvent agricole des habitants originaires du Rif

¹⁴. Philippe Dewitte (dir.), "De l'altérité à la différence. L'identité, facteur d'intégration ou de repli ?", in *Immigration et intégration. L'État des savoirs*, Paris, La Découverte, 1999 ; Dominique Schnapper, *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*, Paris, Gallimard, 1991.

ne produit pas dans les pays d'accueil les mêmes formes d'intégration que les cultures d'habitants originaires d'autres régions du Maroc. Les femmes restées au foyer n'ont pas le même rapport à leurs traditions que celles qui, dès l'origine, travaillaient. Le fait que notre recherche porte sur une immigration relativement récente aux Pays-Bas, et bien plus ancienne en France, change encore la donne. On a donc affaire à une pluralité différenciée de cultures, de traditions, de conjonctures politiques, d'histoires plus ou moins distinctes ou croisées. Les cultures et politiques nationales et locales s'imposent aux familles immigrées, chacun de leurs membres y a à perdre ou à y gagner, comme c'est le cas pour les femmes et les filles. Certaines contraintes, différentes selon les pays (comme la laïcité ou l'existence d'une religion officielle), sont incontournables, d'autres le sont moins. On constate dès lors des "ajustements" diversifiés et des formes de "bricolage" de nouvelles manières de vivre sauvegardant certains aspects des traditions et en abandonnant d'autres, adaptant certaines habitudes du pays d'accueil. Il s'agit d'une "adaptation par compromis", le compromis se faisant entre une pluralité de facteurs. Ce terme nous semble beaucoup plus pertinent que celui d'intégration ou d'assimilation, bien trop "massifs" pour rendre compte de phénomènes souvent complexes et subtils.

Le pendant institutionnel de ces stratégies des familles immigrées concerne les débats autour des "accommodements raisonnables", inventés d'abord au Québec pour les personnes handicapées. Ce phénomène commence à se développer en Belgique et aux Pays-Bas. Il désigne le fait qu'on accepte des exceptions à certaines règles et à certains principes législatifs ou juridiques afin de reconnaître et d'accepter le "multiculturalisme". Les mesures prises un temps par la mairie de Lille, créant dans les piscines des plages d'ouverture réservées aux femmes à la demande d'associations musulmanes, en sont l'un des exemples français. On entend ici

par "raisonnable" des exceptions dûment réfléchies et analysées par des recherches, supposées ne pas remettre en cause les principes fondamentaux du vivre ensemble.

Là aussi les différences entre la France et d'autres pays plutôt anglo-saxons restent importantes. C'est pourquoi il nous semble intéressant de poursuivre les comparaisons géographiques et politiques, mais aussi historiques. Car on doit se demander si les "différences" de traditions et de comportements qu'on peut relever entre les familles immigrées et celles dites "autochtones" ne recouvrent pas également, voire avant tout, la différence classique entre des populations d'origine rurale et d'autres citadines. On aurait ainsi en partie affaire aux décalages historiques "internes" qu'ont connus tous les pays d'Europe. Les approches de l'historienne Michelle Perrot ouvrent des perspectives dans ce sens. Il est assez probable qu'on découvrira par cette comparaison des problèmes voisins de ceux qui ne semblent concerner que l'immigration. ■